

Le mode de gouvernance chinois, une menace pour nos démocraties

OPINION

En juin 1989, la sanglante répression sur la place Tiananmen signalait que la libéralisation économique que la Chine entamait n'irait pas de pair avec une quelconque libéralisation politique. Pourtant, contrairement aux allégations qui se répandent même en Occident, la démocratie, l'Etat de droit et les libertés publiques ne sont aucunement étrangères à la mentalité chinoise. La République multiethnique de Sun Yat-sen au début du XXe siècle, tout comme le caractère démocratique de Taïwan en témoignent. Mais comme en Russie, où la République de Kerensky n'a duré que le temps d'un été, un quarteron déterminé a réussi à instaurer sa dictature, et les sacrifices imposés au peuple par le Grand Bond en avant de Mao dans les années 1950 n'ont rien eu à envier à la terreur de Staline.

Dès les années 1990, la Chine a systématisé une approche à évident caractère néocolonial: achats massifs de terres sur d'autres continents, reprise d'infrastructures dans des pays fragilisés et les mettant sous dépendance (à l'exemple du port du Pirée ou des chemins de fer en Angola...), nouvelle Route de la soie parvenant directement au cœur de nos pays assoupis. Grâce à un réseau d'apprentis dictateurs bien disposés, elle propage maintenant ses concepts de gouvernance au sein des institutions internationales.

Le régime chinois? Un système mettant en œuvre toutes les techniques imaginables de surveillance pour aligner un milliard et demi de personnes. Un rejet



RENÉ LONGET
CORESPONSABLE DE LA SECTION ROMANDE
DE LA SOCIÉTÉ D'AMITIÉ SUISSE-TIBÉTAINE

de toute différence, de toute dissidence. A l'uniformité du bleu de chauffe maoïste a succédé l'uniformité d'un consumérisme niveleur, au pouvoir destructeur comparable à celui de la révolution culturelle des années 1960. Et alors que dans les années 1980 encore la Chine affirmait accueillir 54 «minorités nationales» sur son territoire, aujourd'hui être d'une de ces ethnies, c'est être dissident par définition et vivre sous une menace constante. Subissant un véritable ethnocide, les Ouïgours en font la tragique expérience, tout comme, sous d'autres formes et depuis des décennies, les Tibétains.

Dès l'arrivée en 1950 de l'Armée rouge aux confins de l'Himalaya, et après quelques années où un semblant de coexistence paraissait possible, un implacable rouleau compresseur s'est abattu sur le Pays des Neiges. Aujourd'hui le peuple tibétain n'est plus que toléré sur son propre territoire: défendre la langue tibétaine, pratiquer publiquement sa religion, sont susceptibles de lourdes peines. Le parti impose ses cellules même dans les monastères, où les

moines sont contraints de vilipender la figure sacrée du dalaï-lama.

Première à reconnaître la Chine de Mao en 1950, la Suisse fut aussi le pays en dehors de l'Inde qui a accueilli, au début des années 1960, le plus de réfugiés tibétains; ils sont aujourd'hui quelque 8000 à vivre parmi nous et à témoigner de ce qu'ils ont subi. Dans sa stratégie Chine 2021-2024, le Conseil fédéral souligne le caractère dictatorial du régime chinois et la répression accrue frappant les Tibétains et les Ouïgours. Il relève que les «services chinois sont [...] intéressés par les diasporas établies en Suisse» et «reconnait [...] le caractère démocratique des autorités [...] et de la société taïwanaises». Ces constats ont donné lieu à une réponse fort peu diplomatique de l'ambassadeur de Chine, affirmant avec cynisme que le «choix» du peuple chinois de sa gouvernance ne saurait être discuté!

«Se coordonner avec les Etats qui partagent [...] des valeurs similaires», à savoir «l'universalité des droits de l'homme», est indispensable. Quant aux relations économiques, revendiquons qu'elles soient placées sous la stricte condition du respect des droits humains, des droits du travail et des droits des minorités. Les entreprises qui se retirent d'activités les rendant complices de la violation de ces droits, comme Nike ou H&M, qui refusent d'acheter du coton du Xinjiang, montrent ici la voie. L'enjeu est majeur: il s'agit de l'avenir de la démocratie et nous sommes tous concernés. ■

Le Temps 5 mai 2021